

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
DIRECTION de la COORDINATION des POLITIQUES PUBLIQUES
et de l'APPUI TERRITORIAL
BUREAU des INSTALLATIONS CLASSÉES, de l'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSÉES
DCPPAT – BICUPE – SIC – LL – 2017 - 296

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Société d'Exploitation des Ports du Détroit
(S.E.P.D)**

Commune de LE PORTEL

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

Le Préfet du Pas-de-Calais,

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles **L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.512-68** ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique **2160** de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 13 mars 2015 délivré à la Société d'Exploitation des Ports du Détroit (S.E.P.D) pour l'exploitation d'un silo plat dénommé D10 stockant des produits organiques dégageant des poussières inflammables situé sur le Port de Commerce 62480 LE PORTEL ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

VU l'article **R.512-68** du Code de l'Environnement qui dispose :

« Sans préjudice des dispositions de l'article **R.181-47** dudit Code, et sauf dans le cas prévu à l'article **R.516-1** du même Code, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation » ;

VU l'article **19** de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« Un carnet de bord est tenu par l'exploitant » ;

VU l'article **20** de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique » ;

VU l'article **10** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose :

« Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières » ;

VU l'article **16** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose :

« L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles **16** et **17** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 » ;

VU l'article **26 III** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose :

« Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée.

Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement » ;

VU la visite d'inspection réalisée par l'Inspection de l'Environnement en date du 5 septembre 2017 ;

VU le rapport de visite de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 26 septembre 2017 ;

VU la lettre du 26 septembre 2017 informant la Société d'Exploitation des Ports du Détroit (S.E.P.D) de la proposition de mise en demeure ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 5 septembre 2017 et de l'examen des éléments en sa possession, l'Inspecteur de l'Environnement a constaté les faits suivants :

- les installations sont exploitées par la Société d'Exploitation des Ports du Détroit (S.E.P.D),
- la présence excessive de poussières dans la cellule de stockage, l'inadaptation du matériel de nettoyage utilisé et l'absence d'enregistrement des nettoyages,
- les installations de protection contre la foudre installées sur le site ne correspondent pas aux préconisations de l'étude technique. Le carnet de bord n'est pas correctement renseigné,
- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds et sur la conformité des installations électriques et du matériel n'a pas été fourni,
- les produits ne sont pas contrôlés en humidité avant stockage,
- la périodicité de relevé des températures n'est pas hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article **R.512-68** du Code de l'Environnement, des articles **19** et **20** de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et des articles **10, 16** et **26 III** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article **L.171-8** du Code de l'Environnement en mettant en demeure la Société d'Exploitation des Ports du Détroit (S.E.P.D) de respecter les dispositions de l'article **R.512-68** du Code de l'Environnement, des articles **19** et **20** de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et des articles **10, 16** et **26 III** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article **L.511-1** du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : OBJET

La Société d'Exploitation des Ports du Détroit (S.E.P.D), ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 24, Boulevard des Alliés – 62100 CALAIS, est mise en demeure pour l'exploitation d'un silo plat dénommé D10 stockant des produits organiques dégageant des poussières inflammables situé sur le Port de Commerce 62480 LE PORTEL de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles :

- **R.512-68** du Code de l'Environnement en procédant à la déclaration en préfecture de la prise en charge des installations de stockage du hangar D10 **dans le délai d'un mois**,
- **19** et **20** de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en tenant à jour son carnet de bord des installations de protection contre la foudre **dans le délai d'un mois** et en rendant les installations de protection contre la foudre installées sur le site cohérentes avec les préconisations de l'étude technique **dans le délai de trois mois**,

- **10** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en maintenant les locaux propres et en les nettoyant régulièrement **dans le délai d'un mois**. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières,
- **16** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en sollicitant l'avis d'organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds et sur la conformité des installations électriques et du matériel aux dispositions des articles **16** et **17** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé **dans le délai de trois mois**,
- **26 III** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en contrôlant les produits en humidité avant stockage afin qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité et en respectant une périodicité des relevés de température à minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée, **dans le délai d'un mois**.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article **L.171-7** du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article **L.171-8** dudit Code.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article **L.171-11** du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R.421-1** du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4: EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de BOULOGNE-SUR-MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société d'Exploitation des Ports du Détroit (S.E.P.D) et dont une copie sera transmise à la mairie de LE PORTEL.



ARRAS, le **20 DEC. 2017**
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE

Copies destinées à :

- Société d'Exploitation des Ports du Détroit – 24, Boulevard des Alliés – 62100 CALAIS
- Sous-Préfecture de BOULOGNE-SUR-MER
- Mairie de LE PORTEL
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à LILLE
- Dossier - Chrono